






INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mars 2001

FAITS SAILLANTS

-  **Au quatrième trimestre de 2000, le taux de croissance de la production ralentit, les effets du ralentissement de l'économie américaine se faisant sentir jusqu'au Canada.**
-  **Le nombre d'emplois diminue en février, mais le taux de chômage reste le même (6,9 %).**
-  **Pour stimuler une demande languissante, la Banque du Canada abaisse de 50 points de base son taux d'intérêt directeur, en mars.**
-  **En mars, le dollar canadien tombe sous la barre des 65 cents US, se rapprochant ainsi du creux record atteint en 1998.**
-  **En 2000, la hausse des prix de l'énergie propulse l'excédent commercial du Canada à un sommet.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	796,2	0,2	3,3	Déc.
Biens	258,5	-0,2	2,0	Déc.
Services	537,8	0,4	4,0	Déc.
Indice composite	166,3	-0,4	6,1	Janv.
Emplois (En milliers)	15 044	-0,2	1,5	Févr.
Temps plein	12 335	-0,0	1,6	Févr.
Temps partiel	2 709	-0,7	1,2	Févr.
Chômage (En %)	6,9	6,9	6,8	Févr.
Jeunes*	12,9	12,1	13,0	Févr.
Adultes*	5,8	5,8	5,6	Févr.
Inflation mesurée par l'IPC*	3,0	3,2	2,3	Janv.
Ventes au détail (En M\$)	23 662	0,9	5,1	Déc.
Mises en chantier (En milliers)	156,1	-8,6	-7,4	Févr.
Balance commerciale* (En M\$)	5 848	4 412	2 697	Déc.
Exportations	36 849	3,7	15,7	Déc.
Importations	31 001	-0,4	6,3	Déc.
M&É	10 692	0,0	13,8	Déc.
Papier comm. à trois mois* (En %)	4,87	5,29	5,31	7 mars
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,61	5,72	5,83	7 mars
Dollar canadien* (En cents US)	64,63	66,72	68,98	9 mars

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mars 2001

TABLES DES MATIÈRES

L'économie	Page
<i>Comptes économiques et comptes financiers nationaux</i>	3
<i>PIB réel par industrie</i>	4
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	5
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	6
<i>Logement</i>	7
<i>Commerce et compétitivité</i>	8
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	9
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	10
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	11
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	12
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	13
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	14
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	15
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	16

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 9 mars 2001. Il a été préparé par Éric Chalifoux, Joe Macaluso, Arif Mahmud et Karen Smith de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Raynald Létourneau et de Shane Williamson. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-995-8452 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



Au quatrième trimestre, l'économie ralentit...

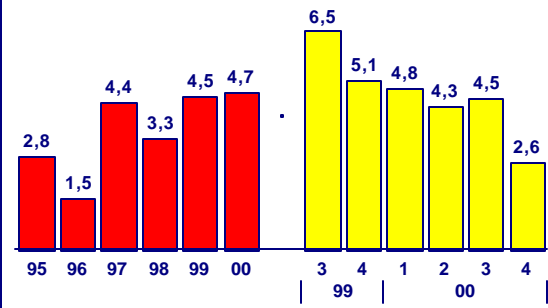
- Au quatrième trimestre de 2000, le PIB réel a augmenté de 2,6 % (taux annuel), ce qui est fort peu par rapport au rythme de croissance récemment enregistré. Pour l'ensemble de 2000, la croissance s'est établie à 4,7 %, soit un peu plus qu'en 1999.
- Au quatrième trimestre, la demande intérieure finale n'a pas évolué. La baisse des investissements dans les M&M et le logement a été annulée par la hausse observée dans les dépenses de consommation et la construction non résidentielle.
- Au quatrième trimestre, les exportations réelles de biens et de services se sont accrues de 1,0 %, soit la plus faible avance en près de deux ans. Cela s'explique par l'adoucissement de la demande américaine de produits automobiles et de papier.

...mais la croissance du revenu des particuliers et des bénéficiaires des entreprises poursuit son ascension

- Au quatrième trimestre, la croissance du revenu personnel a progressé à un taux annuel de 6,3 %, soit près du double du taux de croissance observé au trimestre précédent. Les gains importants réalisés aux chapitres du revenu du travail, des revenus de placements et des transferts gouvernementaux ont joué un rôle dans ces bons résultats. Pour toute l'année, les revenus ont augmenté de 6,1 %, soit la plus forte avance en dix ans.
- Au quatrième trimestre, le taux d'épargne des particuliers s'est légèrement redressé, passant à 3,5 %. Le ratio d'endettement des ménages est passé à 95,1 %, soit une baisse par rapport au niveau presque record de 96,2 %, enregistré au trimestre précédent.
- Au quatrième trimestre de 2000, les bénéfices des entreprises ont augmenté de 10,4 % (taux annuel), ce qui s'est traduit par un gain de 23 % pour toute l'année. Ce taux n'est que légèrement inférieur au taux observé en 1999 (24 %).

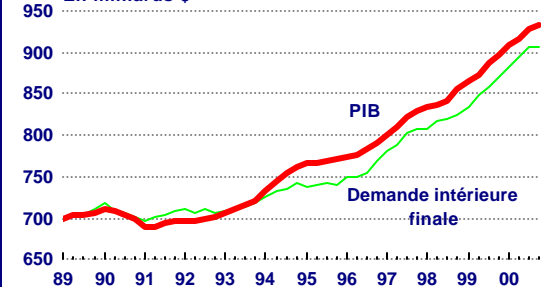
Croissance du produit intérieur brut réel

Variation en %, TAD



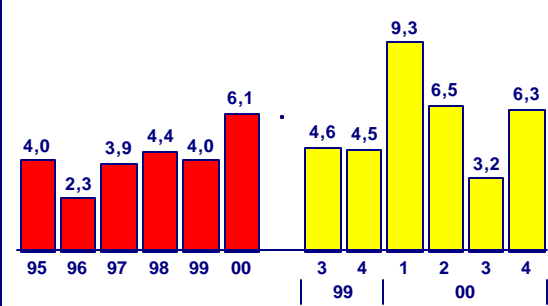
PIB et demande intérieure finale

En milliards \$

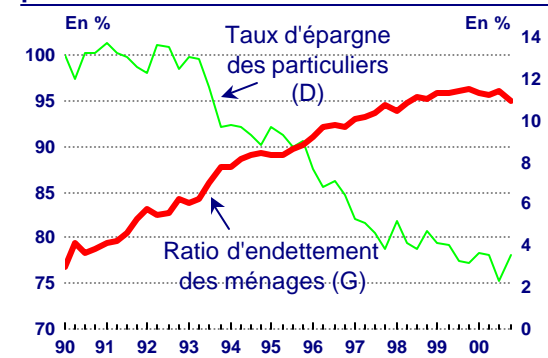


Croissance du revenu des particuliers

Variation en %, TAD



Taux d'endettement et d'épargne des particuliers



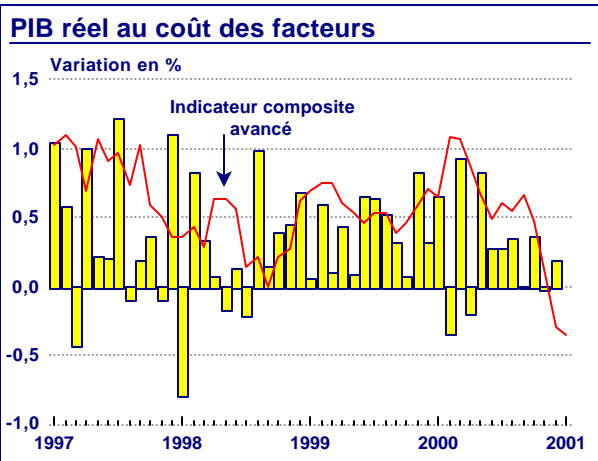


En décembre, la production se redresse légèrement...

- Après avoir fait une pause en novembre, le PIB réel au coût des facteurs a progressé de 0,2 % en décembre. L'indice composite avancé s'est replié en janvier pour un deuxième mois de suite, signe de la faiblesse soutenue de l'économie.

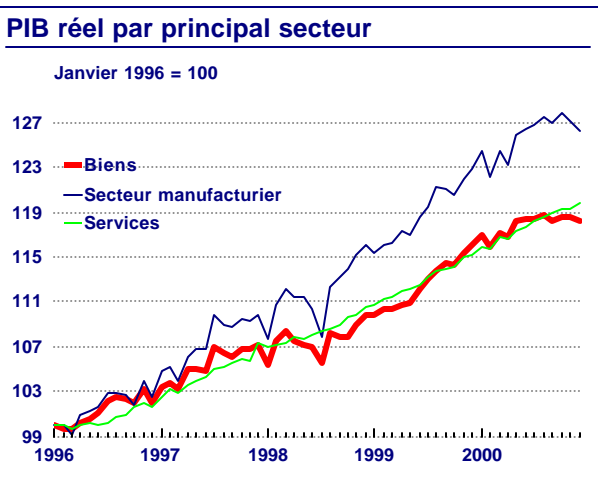
...mais le secteur des biens reste faible

- Dans le secteur des biens, la production a fléchi de 0,2 % en décembre. La faiblesse soutenue de l'industrie de l'automobile en Amérique du Nord a touché non seulement l'industrie des véhicules automobiles, mais aussi d'autres domaines connexes tels que les métaux de première transformation et les produits en caoutchouc. Les fabricants d'équipement de télécommunication ont réduit leur production pour une troisième fois en quatre mois, mais le temps froid et la forte demande des États-Unis ont fait croître la production des services publics.
- Dans le secteur des services, l'activité a augmenté de 0,4 % en décembre. L'accroissement des ventes de blé et de gaz naturel a mené à une forte hausse dans l'industrie du transport et de l'entreposage. Par ailleurs, le commerce de détail, à l'exception de celui de l'automobile, a été vigoureux, les ventes d'ordinateurs ont profité aux commerces de gros et la fébrilité des marchés boursiers a fait croître la production de l'industrie de la finance.



PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Décembre 2000	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	796 227	1 500	0,2	3,3
Secteur des entreprises	666 045	1 240	0,2	3,6
Biens	258 452	-454	-0,2	2,0
Agriculture	12 758	49	0,4	-5,0
Pêche et piégeage	690	24	3,6	-0,3
Abattage du bois et foresterie	4 046	-173	-4,1	-14,8
Exploitation minière*	27 494	-17	-0,1	3,0
Sect. manufacturier	143 655	-1 003	-0,7	2,7
Construction	42 623	134	0,3	0,6
Autres services publics	27 186	532	2,0	5,6
Services	537 775	1 954	0,4	4,0
Transport et entreposage	37 397	570	1,5	4,8
Communications	30 620	-61	-0,2	6,6
Commerce de gros	51 000	308	0,6	3,3
Commerce de détail	51 853	456	0,9	5,3
Finance et assurances	44 481	346	0,8	5,6
Agents d'ass. et agents imm.	83 457	-43	-0,1	2,5
Services commerciaux	51 487	154	0,3	9,3
Services gouvernementaux	48 154	183	0,4	3,9
Enseignement	41 079	103	0,3	0,8
Soins de santé et services sociaux	46 422	-115	-0,2	0,2
Logement et alimentation	21 617	74	0,3	5,7
Autres	30 208	-21	-0,1	1,9



* Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel



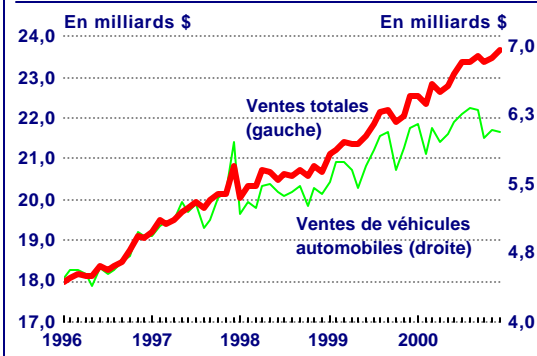
Au quatrième trimestre, les dépenses de consommation diminuent...

- Au quatrième trimestre, la croissance des dépenses de consommation s'est amenuisée, se fixant à 2,3 % (taux annuel), comparativement à une croissance moyenne de 4,3 % depuis le début de 1999.
- Alors que les dépenses relatives aux services et aux biens non durables ont progressé à un bon rythme, les achats de biens durables se sont repliés de 6,8 % (taux annualisé) au quatrième trimestre. Les ventes de véhicules automobiles ont reculé après avoir été stimulées par les promotions des concessionnaires au troisième trimestre.

...et les prévisions sont incertaines pour 2001

- Les récentes hausses des revenus ont permis aux ménages d'améliorer leur situation financière et devraient contribuer à l'augmentation des dépenses. En particulier, le revenu personnel disponible a progressé de 9,7 % au quatrième trimestre, soit beaucoup plus rapidement que les dépenses. Après correction pour l'inflation, le revenu personnel disponible a gagné en tout 3,6 % en 2000.
- Le marché du travail s'est affaibli au début de la nouvelle année. La confiance des consommateurs a également diminué, bien qu'elle reste à un niveau relativement élevé. L'incidence de la chute des cours des actions sur les dépenses de consommation est incertaine.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



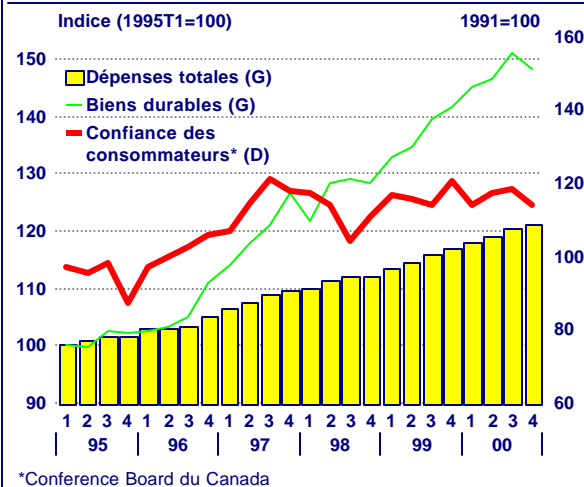
Ventes au détail et crédit à la consommation

Déciembre 2000	Variation en % depuis		
	En millions \$	le mois	l'an
Total - Ventes au détail (DD)	23 662	0,9	5,1
Alimentation	5 322	2,5	5,6
Pharmacies	1 151	-0,8	3,0
Vêtements	1 273	-0,7	5,5
Meubles	1 289	0,1	8,0
Automobiles	9 438	0,4	3,6
Magasins de march. diverses	2 688	2,4	8,3
Tous les autres magasins	2 502	0,1	5,6
Total excluant véhicules automobiles	17 594	1,3	7,2
Crédit à la consommation (Données non révisées)	190	0,2	8,3

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		2000 T3	2000 T4
	1999	2000		
Consommation réelle (En \$ 1992)	504 763	524 911	528 476	531 548
Variation en %	3,5	4,0	5,0	2,3
Biens durables	71 859	77 426	79 096	77 712
Variation en %	8,1	7,7	12,2	-6,8
Biens semi-durables	47 103	49 364	49 984	50 104
Variation en %	3,0	4,8	9,5	1,0
Biens non durables	123 344	125 881	126 028	127 140
Variation en %	2,1	2,1	1,9	3,6
Services	262 457	272 240	273 368	276 592
Variation en %	3,0	3,7	3,6	4,8
Revenu disponible	590 608	623 720	624 276	638 944
Variation en %	4,0	5,6	2,7	9,7
Taux d'épargne (En %)	3,7	3,2	2,3	3,5
Ratio d'endettement (En %)	96,1	95,7	96,2	95,1

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada



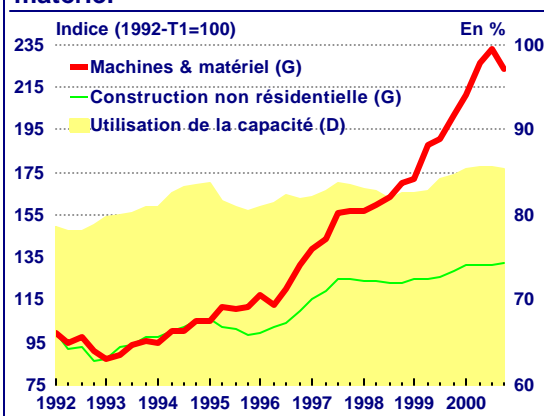
Au quatrième trimestre, les investissements des entreprises diminuent...

- Après avoir enregistré de fortes avances plus tôt dans l'année, les investissements des entreprises dans les M&M ont reculé de 15,0 % (taux annuel) au quatrième trimestre. La plupart des catégories de M&M ont accusé une baisse, y compris les dépenses relatives aux ordinateurs qui se sont repliées pour la première fois en trois ans.
- Dans la construction non résidentielle, l'activité s'est accrue de 4,4 % au quatrième trimestre, après avoir connu une légère régression au trimestre précédent. Les gains ont été concentrés dans les travaux de génie, les meilleures conditions climatiques ayant permis l'intensification des activités de forage et de montage dans les champs de pétrole.

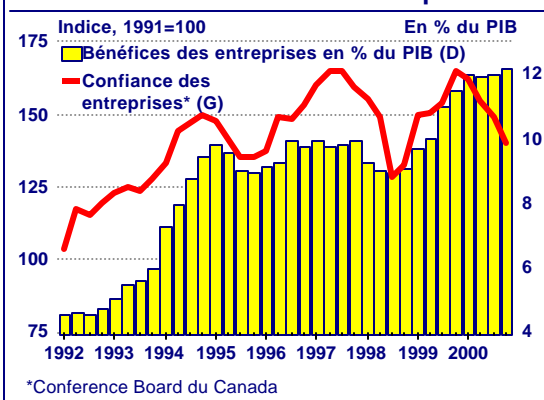
...à l'instar du niveau de confiance

- La confiance des entreprises, qui avait atteint un sommet à la fin de 1999, ne cesse de se détériorer depuis. La décélération de la croissance des bénéfices et les perspectives économiques plus sombres pour l'Amérique du Nord ont contribué à ce repli.
- Néanmoins, les bénéfices d'exploitation se sont vigoureusement accrus en 2000 et, selon l'enquête sur les perspectives d'investissement des secteurs public et privé de février, les investissements dans les usines et le matériel devraient augmenter légèrement en 2001.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		1999	2000	2000 T1	2000 T2	2000 T3	2000 T4
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES							
Machines & matériel (En \$ 1992)		75 557	89 846	85 060	91 024	93 512	89 788
Variation en %		15,6	18,9	20,1	31,1	11,4	-15,0
Construction non résidentielle (1992\$)		40 288	42 208	42 080	42 212	42 044	42 496
Variation en %		2,0	4,8	10,5	1,3	-1,6	4,4
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)		83,5	85,5	85,4	85,7	85,6	85,4
Utilisation de la capacité (secteur manif.)		84,5	85,8	85,6	85,7	86,1	85,7
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES							
Bénéfices d'exploitation des entreprises		174 317	211 219	207 200	210 112	211 476	216 088
Variation en %		22,5	21,2	42,1	5,7	2,6	9,0
Bénéfices - Industries non financières		123 372	147 490	141 936	145 944	149 132	152 948
Variation en %		30,0	19,5	21,0	11,8	9,0	10,6
Bénéfices - Industries financières		50 945	63 728	65 264	64 168	62 340	63 140
Variation en %		7,5	25,1	106,2	-6,6	-10,9	5,2
Crédit aux entreprises		734 357	787 030	764 718	783 002	793 017	807 385
Variation en %		5,8	7,2	6,0	9,9	5,2	7,4



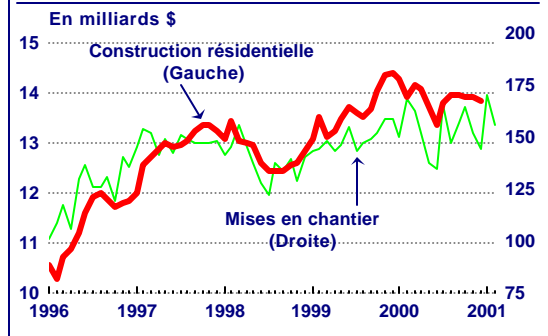
Au quatrième trimestre, le secteur de l'habitation fait une pause...

- Au quatrième trimestre, l'activité a fait une pause dans la construction résidentielle. La légère baisse de production est surtout attribuable à une diminution du nombre de logements neufs puisque les travaux de rénovation ont connu une légère hausse.
- Malgré sa volatilité, le secteur du logement a progressé de 1,6 % en 2000.

...mais la baisse des taux hypothécaires pourrait stimuler la production en 2001

- Les indicateurs du marché de l'habitation pour le premier trimestre sont partagés. Le nombre de mises en chantier est monté en flèche en janvier pour atteindre un sommet inégalé en six ans, puis il a diminué en février. Le nombre de permis de bâtir a, lui aussi, augmenté considérablement en janvier (22,0 %), se fixant au niveau mensuel le plus élevé en onze ans.
- La Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoit un redressement de l'activité sur le marché de l'habitation en 2001. Malgré les effets du ralentissement de l'économie auxquels on peut s'attendre, les baisses des taux hypothécaires, les réductions d'impôt et les retombées de la forte croissance de l'emploi et de la progression des revenus ces dernières années devraient stimuler la construction et le marché de la revente.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	13 841	-0,8%	-4,0%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 993	22,0%	13,2%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	20 987	2 234	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	156 100	-14 600	-12 400
Terre-Neuve	800	0	-1 500
Île-du-Prince-Édouard	200	-300	-300
Nouvelle-Écosse	3 300	-600	-300
Nouveau-Brunswick	2 700	-300	700
Québec	26 600	5 900	4 900
Ontario	68 000	-8 300	-11 100
Manitoba	1 700	100	900
Saskatchewan	1 300	-400	-300
Alberta	18 700	-5 500	0
Colombie-Britannique	13 700	-5 200	-900

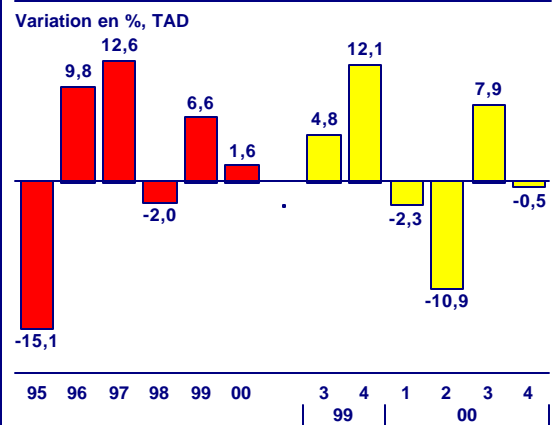
1 - Données de décembre 2 - données de janvier 3- données de février

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	2000			
	1999	2000	2000 T3	2000 T4
Construction résidentielle	44 259	44 936	45 052	44 988
Variation en %	6,6	1,5	7,8	-0,6
Construction par secteur	43 983	44 676	44 788	44 736
Variation en %	6,6	1,6	7,9	-0,5
Logements neufs	22 258	22 144	22 036	21 980
Variation en %	7,5	-0,5	5,7	-1,0
Travaux de réparation et d'amélioration	14 399	15 207	15 316	15 320
Variation en %	5,6	5,6	5,7	0,1
Frais de propriété et de transfert	7 259	7 585	7 700	7 688
Variation en %	1,1	4,5	18,8	-0,6

Croissance de la construction résidentielle réelle





Commerce et compétitivité

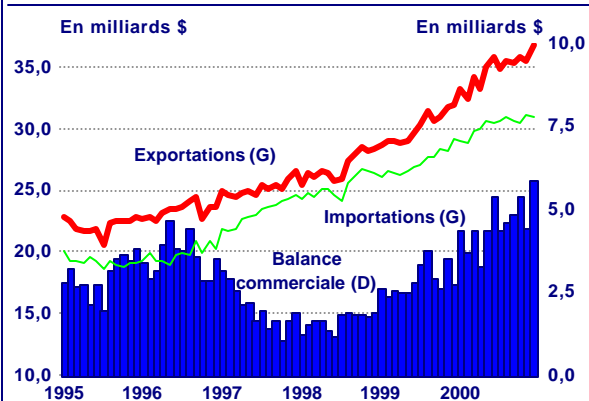
En décembre, la vigoureuse croissance des exportations...

- En décembre, les exportations se sont accrues de 3,7 %, à la faveur d'une hausse marquée dans les produits énergétiques, alimentée par l'augmentation des prix et la forte demande américaine d'électricité et de gaz naturel. Les exportations de M&M ont atteint un niveau record grâce aux expéditions plus nombreuses d'équipement de télécommunication, de matériel électronique et d'aéronefs. Le recul des exportations de produits automobiles reflète l'adoucissement de la demande américaine de véhicules automobiles.
- Les importations ont reculé de 0,4 % en décembre, principalement en raison de la faiblesse des importations de biens et matériaux industriels.

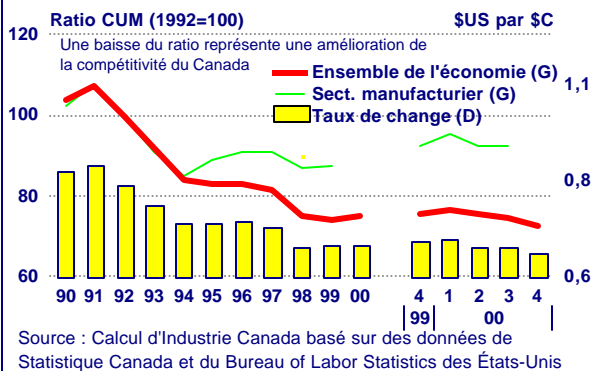
...pousse l'excédent commercial à un niveau record

- D'un mois à l'autre, l'excédent du Canada au titre du commerce de marchandises a atteint, en décembre, un sommet de tous les temps (5,8 milliards de dollars).
- Pour l'ensemble de 2000, l'excédent commercial a atteint, lui aussi, un sommet (54,5 milliards de dollars), ce qui est presque 21 milliards de plus qu'en 1999.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Décembre 2000	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %
	Nov. 2000	Déc. 2000	Janv.-déc. 1999	Janv.-déc. 2000	Nov.-déc. 2000	Nov.-déc. 2000	Déc. 1999-Déc. 2000
Exportations	35 548	36 849	360 609	417 657	1 301	3,7	15,7
vers les États-Unis	30 984	31 876	309 395	359 630	892	2,9	17,0
Importations	31 136	31 001	326 818	363 162	-135	-0,4	6,3
en provenance des États-Unis	22 678	22 631	249 324	267 579	-47	-0,2	3,3
Balance commerciale	4 412	5 848	33 791	54 495	1 436		
avec les États-Unis	8 306	9 245	60 071	92 051	939		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 321	2 371	25 568	27 575	50	2,2	6,2
Produits énergétiques	4 549	6 402	29 721	52 539	1 853	40,7	123,5
Produits de la forêt	3 433	3 230	39 116	41 379	-203	-5,9	-6,7
Biens et matériaux industriels	5 500	5 322	57 431	64 611	-178	-3,2	4,0
Machines et matériel	8 979	9 711	85 984	105 573	732	8,2	28,3
Produits automobiles	8 218	7 232	95 493	96 298	-986	-12,0	-12,8
Autres biens de consommation	1 295	1 284	13 469	14 668	-11	-0,8	12,0
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 621	1 572	17 645	18 568	-49	-3,0	5,1
Produits énergétiques	1 724	1 670	10 709	17 753	-54	-3,1	34,6
Produits de la forêt	263	261	2 741	3 064	-2	-0,8	7,4
Biens et matériaux industriels	6 128	5 926	62 132	70 460	-202	-3,3	3,7
Machines et équipement	10 689	10 692	108 168	122 740	3	0,0	13,8
Produits automobiles	6 111	6 199	75 917	77 406	88	1,4	-6,0
Autres biens de consommation	3 524	3 522	36 955	40 079	-2	-0,1	7,1

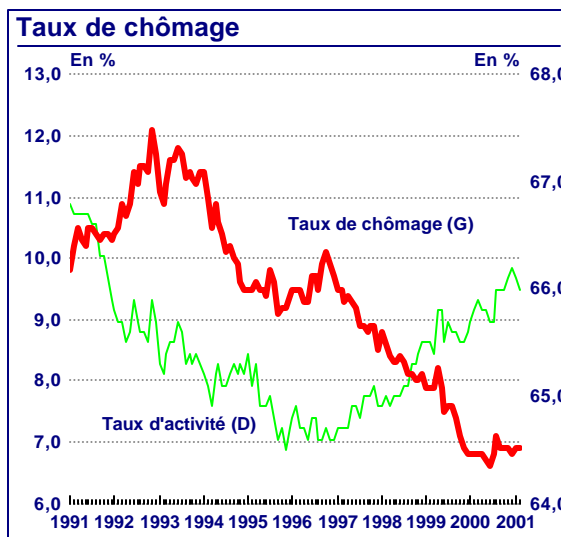
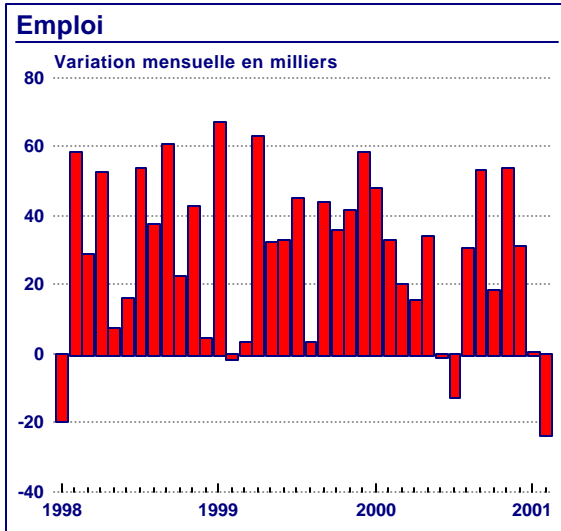


En février, l'emploi fléchit...

- Après avoir fait une pause en janvier, le nombre d'emplois a régressé de 24 000 en février. Il s'agit de la baisse mensuelle la plus forte en quatre ans et demi, ce qui laisse croire que l'activité économique a continué de s'affaiblir en 2001.
- Les emplois perdus en février sont surtout des emplois à temps partiel, puisque le nombre d'emplois à temps plein a peu changé par rapport au mois précédent.

...mais le taux de chômage se maintient (6,9 %)

- Malgré le fléchissement de l'emploi en février, le taux de chômage national est resté le même, soit 6,9 %, car le nombre de personnes à la recherche d'un travail a aussi diminué.
- Chez les jeunes, on a dénombré 31 000 emplois de moins, ce qui a fait monter de 0,8 point de pourcentage le taux de chômage de ce groupe, celui-ci passant à 12,9 %. Chez les adultes, le taux est resté le même en février, soit 5,8 %.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Févr. 2000	Janv. 2001	Févr. 2001	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 822,6	15 067,4	15 043,9	-23,5	221,3	-22,8	-0,2	1,5
Temps plein	12 146,7	12 339,2	12 335,2	-4,0	188,5	-22,3	-0,0	1,6
Temps partiel	2 675,9	2 728,3	2 708,8	-19,5	32,9	-0,4	-0,7	1,2
Jeunes 15-24	2 258,0	2 345,3	2 314,7	-30,6	56,7	-29,7	-1,3	2,5
Adultes 25+	12 564,6	12 722,2	12 729,3	7,1	164,7	7,0	0,1	1,3
Travailleurs indépendants	2 518,5	2 314,9	2 312,2	-2,7	-206,3	-51,6	-0,1	-8,2
Chômage	1 082,1	1 113,2	1 123,0	9,8	40,9	19,7	0,9	3,8
Taux de chômage	6,8	6,9	6,9	0,0	0,1	0,1		
Jeunes 15-24	13,0	12,1	12,9	0,8	-0,1	0,4		
Adultes 25+	5,6	5,8	5,8	0,0	0,2	0,1		
Population active	15 904,7	16 180,6	16 166,9	-13,7	262,2	-3,1	-0,1	1,6
Taux d'activité	65,8	66,1	66,0	-0,1	0,2	-0,2		
Taux d'emploi	61,4	61,6	61,4	-0,2	0,0	-0,3		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

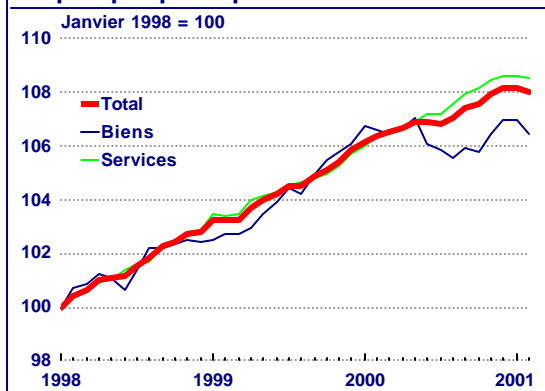
Les pertes d'emplois ont surtout été observées dans le secteur manufacturier et le commerce...

- L'adoucissement du marché du travail a été plus marqué dans le secteur des biens, qui comptait 20 000 emplois de moins en février. Dans le secteur manufacturier, le nombre d'emplois a diminué pour un deuxième mois de file et, dans le secteur agricole, la baisse de l'emploi s'est poursuivie. Les nouvelles sont meilleures dans l'industrie de la construction, où le nombre d'emplois a augmenté pour une quatrième fois de suite.
- L'emploi a régressé dans le secteur des services en février, les industries du commerce (de gros et de détail) affichant une perte considérable. Ce repli a été largement compensé par la forte augmentation notée dans la gestion, les services administratifs et autres services de soutien ainsi que par la croissance soutenue observée dans les services professionnels, scientifiques et techniques.

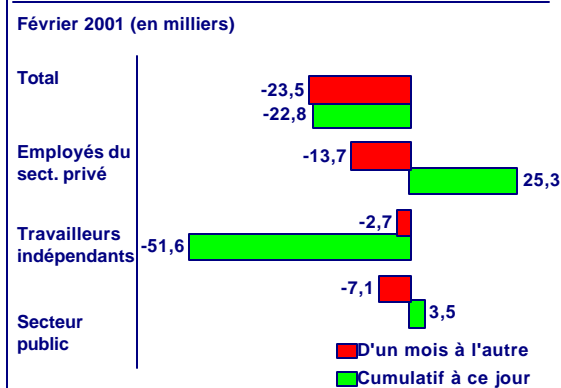
...les secteurs public et privé enregistrant des baisses

- En février, l'emploi rémunéré a baissé dans le secteur privé, tout comme dans le secteur public.
- Le nombre d'emplois autonomes n'a pratiquement pas changé, après avoir enregistré une perte de 48 000 emplois en janvier.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Févr. 2000	Janv. 2001	Févr. 2001	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 877,3	3 891,9	3 871,9	-20,0	-5,4	-18,5	-0,5	-0,1
Agriculture	398,3	345,7	334,8	-10,9	-63,5	-12,7	-3,2	-15,9
Ressources naturelles*	279,3	282,9	284,4	1,5	5,1	6,6	0,5	1,8
Services publics	116,8	122,4	122,5	0,1	5,7	4,8	0,1	4,9
Construction	820,1	821,6	833,3	11,7	13,2	14,5	1,4	1,6
Fabrication	2 262,8	2 319,3	2 297,1	-22,2	34,3	-31,6	-1,0	1,5
Services	10 945,3	11 175,6	11 172,0	-3,6	226,7	-4,2	-0,0	2,1
Commerce	2 291,7	2 375,0	2 346,1	-28,9	54,4	-8,6	-1,2	2,4
Transport	781,6	788,1	782,5	-5,6	0,9	-5,4	-0,7	0,1
FASI*	861,2	869,6	879,7	10,1	18,5	-2,3	1,2	2,1
Services prof./scientifiques	910,8	994,1	1 006,5	12,4	95,7	17,8	1,2	10,5
Administration et gestion	518,3	530,8	557,0	26,2	38,7	-2,2	4,9	7,5
Enseignement	993,6	959,9	965,8	5,9	-27,8	13,6	0,6	-2,8
Soins de santé/assist. sociale	1 521,6	1 544,4	1 535,3	-9,1	13,7	11,4	-0,6	0,9
Information, culture, loisirs	636,9	700,0	689,4	-10,6	52,5	-11,3	-1,5	8,2
Hébergement et restauration	965,8	968,0	975,3	7,3	9,5	9,5	0,8	1,0
Autres services	699,2	685,8	680,1	-5,7	-19,1	-18,4	-0,8	-2,7
Administration publique	764,6	760,0	754,5	-5,5	-10,1	-8,0	-0,7	-1,3

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



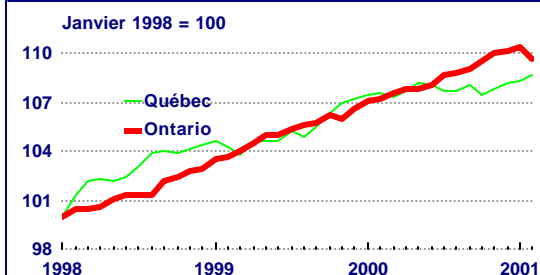
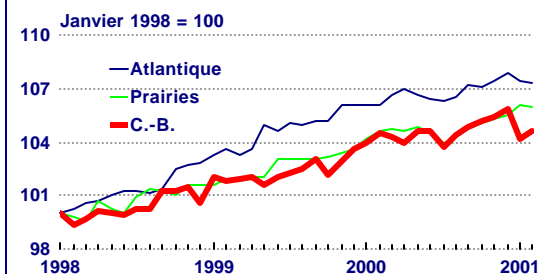
L'Ontario, le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan accusent des pertes d'emplois...

- En février, les pertes subies dans les secteurs de la fabrication et du commerce ont fait passer à 38 000 le nombre d'emplois en Ontario. Il s'agit de la plus forte baisse mensuelle enregistrée depuis le début des années 90.
- Le Nouveau-Brunswick a perdu en tout 8 000 emplois, ce qui a fait passer son taux de chômage de 10,0 % à 11,6 %. Ce recul fait suite à sept mois de gains consécutifs.
- La Saskatchewan a, elle aussi, perdu des emplois en février, ce qui a fait augmenter de 0,1 point son taux de chômage.

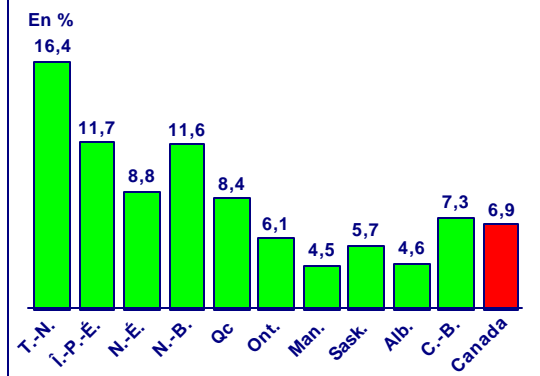
...mais le Québec, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse enregistrent des gains

- Le Québec a vu son nombre d'emplois croître de 11 000 en février, grâce aux gains observés dans les services professionnels, scientifiques et techniques. Le taux de chômage au Québec a perdu 0,2 point, pour se situer à 8,4 %.
- La Colombie-Britannique compte 7 000 emplois de plus, les gains étant concentrés dans les services d'hébergement et d'alimentation. Son taux de chômage a régressé de 0,1 point pour se fixer à 7,3 %.
- En février, les services ont été les principaux artisans de la croissance de l'emploi en Nouvelle-Écosse, où le taux de chômage a baissé de 1,0 point de pourcentage pour s'établir à 8,8 %.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Février 2001



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)			
	Niveaux Février 2001	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier	
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		l'an dernier	l'an dernier
Canada	15 043,9	-23,5	-0,2	221,3	1,5	6,9	0,0	0,1
Terre-Neuve	206,4	-0,2	-0,1	2,6	1,3	16,4	0,1	-1,3
Î.-P.-É.	66,0	0,9	1,4	1,3	2,0	11,7	0,0	0,2
Nouvelle-Écosse	422,8	6,4	1,5	5,5	1,3	8,8	-1,0	-0,9
Nouveau-Brunswick	333,4	-7,8	-2,3	2,4	0,7	11,6	1,6	1,8
Québec	3 468,0	10,7	0,3	36,4	1,1	8,4	-0,2	0,0
Ontario	5 938,7	-37,7	-0,6	137,3	2,4	6,1	0,4	0,4
Manitoba	557,4	-1,2	-0,2	7,1	1,3	4,5	-0,1	-0,8
Saskatchewan	477,2	-6,2	-1,3	-12,8	-2,6	5,7	0,1	1,0
Alberta	1 624,6	4,7	0,3	39,7	2,5	4,6	-0,4	-0,3
C.-B.	1 949,4	6,9	0,4	1,7	0,1	7,3	-0,1	0,3



Prix à la consommation et prix des produits de base

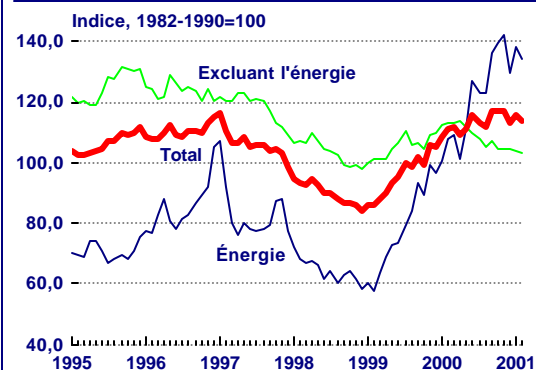
En janvier, le taux d'inflation sommaire fléchit...

- En janvier, le taux d'inflation annuel selon l'IPC a reculé et s'est fixé à 3,0 %. La hausse des prix de l'énergie est intervenue pour plus du tiers de l'augmentation notée par rapport à l'an dernier, et les coûts des intérêts hypothécaires, de la viande, des aliments achetés au restaurant et de l'hébergement touristique ont également progressé.
- La diminution des prix des véhicules automobiles, du matériel et des fournitures informatiques ainsi que des coûts des soins des enfants a exercé une pression à la baisse sur l'indice. Les rabais visant à compenser la hausse des prix du gaz naturel ont fait baisser le taux d'inflation en Alberta.

...mais le taux d'inflation « de base » augmente pour se fixer au point médian de la fourchette cible officielle

- Excluant l'énergie, les aliments et l'incidence des impôts indirects, le taux d'inflation « de base » s'est légèrement redressé pour se fixer à 2,0 % en janvier. Il s'agit du point médian de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- D'une année à l'autre, les prix des produits de base se sont accrus de 2,4 % en février. Les prix des produits de base énergétiques sont montés en flèche, soit de 24,8 %, alors que les prix des autres produits de base ont fléchi de 9,0 %.

Prix des produits de base (\$ US)



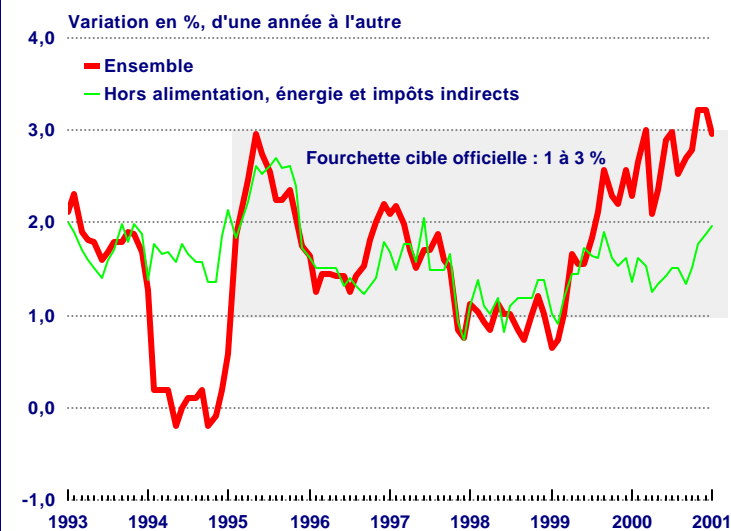
Prix à la consommation

Janvier 2001

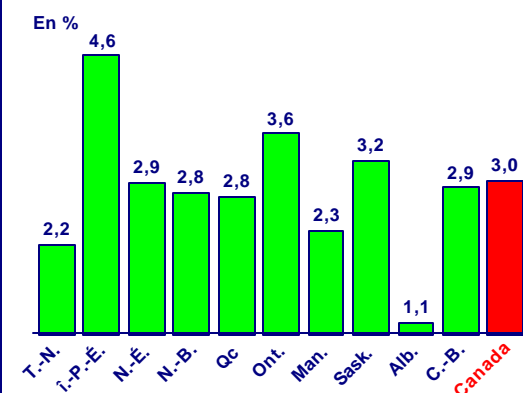
Variation en % depuis

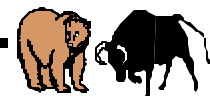
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	114,7	-0,3	3,0
Alimentation	114,7	0,2	3,5
Logement	111,0	-0,6	4,0
Équipement du ménage	110,5	0,0	1,7
Habillement et chaussures	104,8	-0,4	0,5
Transport	131,2	-0,9	3,1
Santé et soins personnels	113,1	0,3	1,9
Loisirs, formation et lecture	121,4	-0,5	2,4
Alcool et tabac	99,2	0,2	3,1
IPC hors alimentation et énergie	114,2	-0,2	2,0
Énergie	130,9	-2,7	10,4
Prix des produits de base (Février)			
Indice, 1982-1990=100	114,0	-1,5	2,4
Excluant l'énergie	103,2	-0,5	-9,0
Énergie	134,2	-2,8	24,8

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Janvier 2001



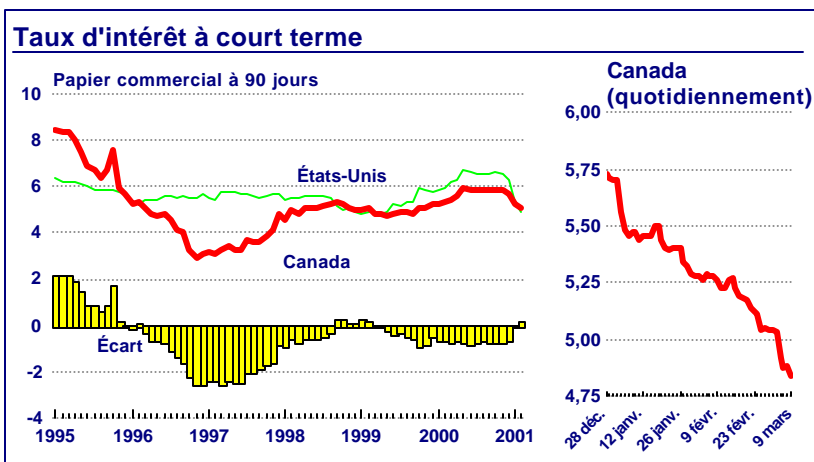


La Banque du Canada réduit les taux d'intérêt à court terme...

- Le 6 mars, la Banque du Canada a réduit de 50 points de base son taux directeur. Cette intervention, qui a fait suite à une autre réduction de 25 points, le 23 janvier, visait à redonner de l'élan à l'économie.
- L'intervention de la Banque étant prévisible, les taux d'intérêt à court terme, déterminés par le marché, ont glissé tout au long de février et au début de mars. Dans la foulée, les taux hypothécaires, pour toutes les échéances, et le taux préférentiel des banques à charte ont diminué.

...mais les rendements à long terme augmentent

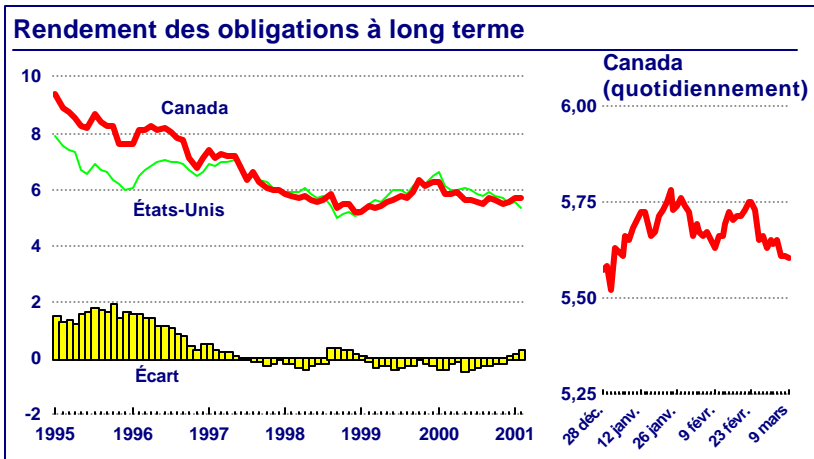
- Les rendements des obligations à long terme sont montés pendant presque tout le mois de février pour ensuite reculer vers la fin du mois, l'agitation sur les marchés mondiaux poussant les investisseurs à opter pour la sécurité relative des obligations. Au 7 mars, le taux long se situait à 5,61 %, ayant glissé de 11 points de base par rapport au taux observé à la fin de janvier.
- Le repli des rendements des obligations à long terme est plus prononcé aux États-Unis. Les rendements canadiens, qui avaient presque toujours été inférieurs aux taux comparables américains en 1999 et en 2000, affichaient une supériorité de 29 points de base au 7 mars.



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Sept. 2000	5,83	-0,72	5,67	-0,23
Oct.	5,85	-0,75	5,61	-0,14
Nov.	5,89	-0,68	5,51	-0,15
Déc.	5,71	-0,60	5,56	0,11
Janv. 2001	5,29	-0,03	5,72	0,18
Févr.	5,05	0,11	5,66	0,32
7 mars	4,87	-0,14	5,61	0,29

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an / cinq ans	
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
Sept. 2000	6,00	7,50	7,90	8,25
Oct.	6,00	7,50	7,90	8,25
Nov.	6,00	7,50	7,90	8,25
Déc.	6,00	7,50	7,70	7,95
Janv. 2001	5,75	7,25	7,40	7,75
Févr.	5,75	7,25	7,20	7,75
7 mars	5,25	6,75	7,05	7,50

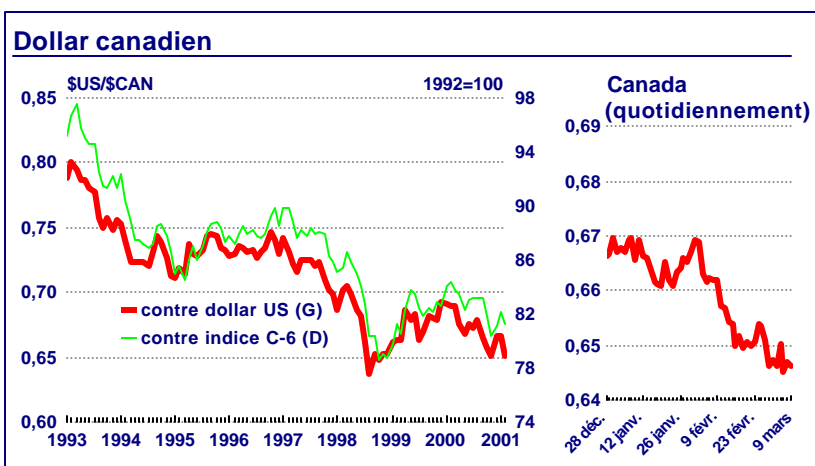


Le dollar canadien tombe sous la barre des 65 cents US...

- À l'instar de la plupart des grandes devises, le dollar canadien s'est déprécié par rapport à sa contrepartie américaine en février, les craintes suscitées par la détérioration de la conjoncture économique à l'échelle mondiale et l'agitation sur les marchés boursiers incitant les investisseurs à se réfugier dans les valeurs sûres que sont les avoirs libellés en dollars américains. Ont également nuï au dollar les indications selon lesquelles les taux d'intérêt à long terme au Canada étaient bien partis pour tomber, encore une fois, sous les taux américains.
- Le dollar a clôturé à 64,63 cents US le 9 mars, se rapprochant du creux de tous les temps de 63,10 cents US, observé durant la crise financière en Asie, en 1998.

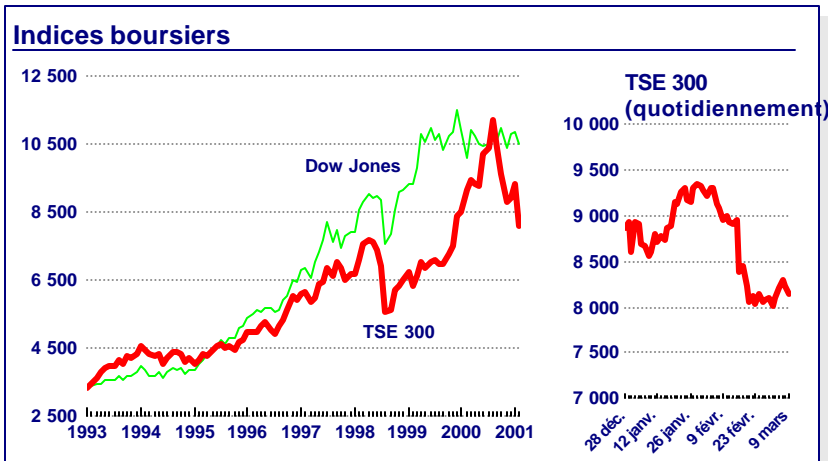
...et le TSE 300 termine le mois de février en baisse

- Les craintes de plus en plus grandes suscitées par la tenue de l'économie et les annonces concernant les bénéfices dans le secteur de la haute technologie ont entraîné la baisse des cours des actions en février. L'indice TSE 300 a terminé le mois en baisse de 13,3 %, mais il a repris un peu de sa valeur au début de mars. Par rapport à la même période l'année dernière, le TSE 300 a perdu 11,5 % de sa valeur.
- Les indices américains S&P 500 et Dow Jones ont affiché des pertes en février.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1998	0,6522	78,71	1,082	75,91
1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
Sept. 2000	0,6651	83,16	1,513	71,88
Oct.	0,6568	81,87	1,517	71,70
Nov.	0,6510	80,34	1,485	70,75
Déc.	0,6669	81,19	1,433	73,64
Janv. 2001	0,6672	82,15	1,387	77,67
Févr.	0,6510	81,26	1,396	76,36
9 mars	0,6463			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - févr.	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	8 079	-13,3	-11,5
<i>Pétrole et gaz</i>	8 558	7,2	55,7
<i>Métaux et minéraux</i>	4 099	6,7	17,4
<i>Services publics</i>	14 874	-7,0	0,1
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	4 534	-0,1	-12,1
<i>Entreprises de distribution</i>	5 676	3,2	25,6
<i>Services financiers</i>	10 469	-3,6	48,5
<i>Or</i>	4 360	6,8	3,2
Coefficient de capitalisation des résultats*	20,5	-3,2	-11,8
S&P 500	1 240	-9,2	-9,3
Dow Jones	10 495	-3,6	3,6

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



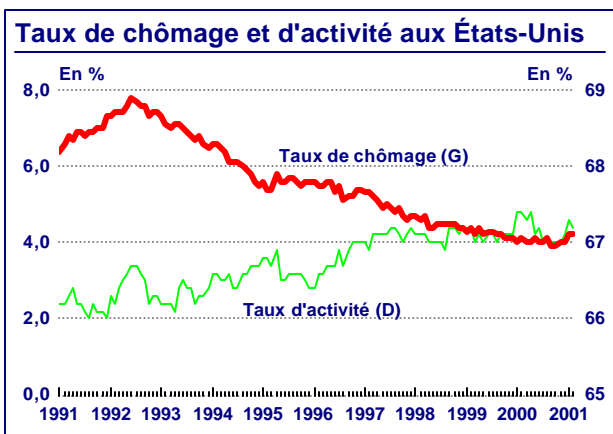
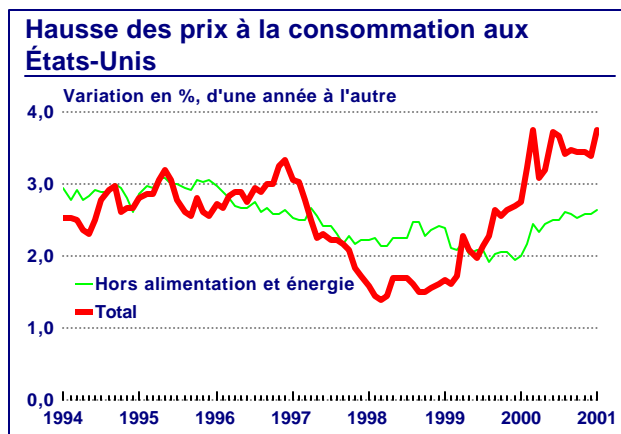
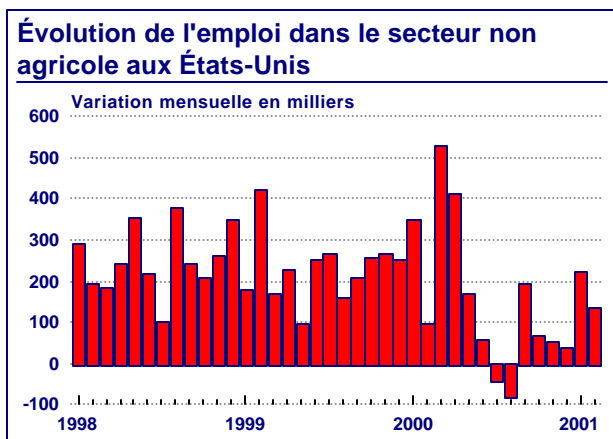
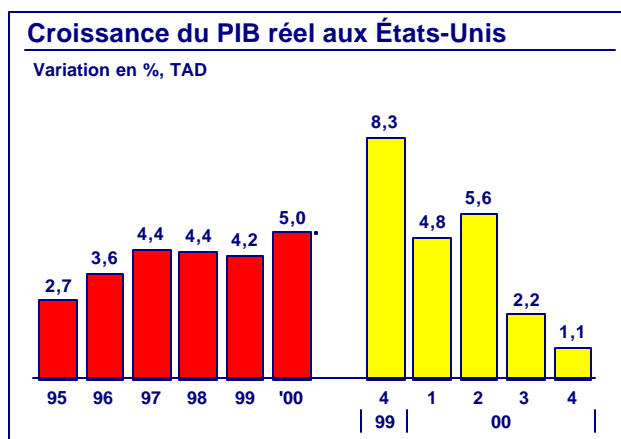
Tendances de l'économie américaine

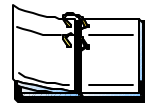
Au quatrième trimestre, l'économie américaine se refroidit...

- Au quatrième trimestre de 2000, selon les estimations anticipées, la croissance du PIB réel aux États-Unis aurait ralenti pour se situer à 1,1 % (taux annuel), soit la plus faible progression depuis 1995. En février, la confiance des consommateurs est tombée à son niveau le plus bas en près de cinq ans, bien qu'elle reste supérieure aux niveaux observés durant la récession.
- Le nombre d'emplois a légèrement augmenté aux États-Unis, en février (+135 000), grâce surtout au gain de 95 000 emplois enregistré par le secteur des services. Le fléchissement observé dans le secteur manufacturier a, encore une fois, freiné la croissance globale de l'emploi. Le taux de chômage est resté le même en février, soit 4,2 %.
- En décembre, le déficit commercial des États-Unis s'est accru, passant à 33,1 milliards de dollars, ce qui porte le total pour 2000 au montant record de 370 milliards, comparativement à 265 milliards en 1999.

...mais l'inflation monte pour se situer à 3,7 %

- En glissement annuel, les prix à la consommation ont augmenté de 3,7 % en janvier, et l'inflation, à l'exception des prix des aliments et de l'énergie, s'est fixée à 2,6 %. Les prix à la production ont crû de 4,8 %, soit la hausse la plus importante en dix ans, mesurée d'une année à l'autre.
- Au quatrième trimestre de l'année, la productivité du secteur des entreprises non agricoles s'est améliorée de 2,2 % (taux annuel), et les coûts unitaires de la main-d'oeuvre ont progressé de 4,3 %.





CANADA

Commerce international - Janvier	20 mars
Indice des prix à la consommation - Février	21 mars
Enquête sur le secteur de la fabrication - Janvier.....	23 mars
PIB au coût des facteurs - Janvier	30 mars
Enquête sur la population active - Mars	6 avril
Enquête sur la situation des entreprises - Avril	4 mai
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 1er trimestre 2001	31 mai
Balance des paiements internationaux - 1er trimestre 2001	31 mai
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 1er trimestre 2001	7 juin
Taux d'utilisation de la capacité - 1er trimestre 2001	11 juin
Investissements privés et publics au Canada : perspective révisée pour 2001	18 juillet

ÉTATS-UNIS

Commerce international - Janvier	20 mars
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	20 mars
Indice des prix à la consommation - Février	21 mars
PIB - 4e trimestre 2000, données finales	29 mars
Situation de l'emploi - Mars	6 avril

Nota : Les IEM de mars sont fondés sur les données connues au 9 mars 2001